RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

4e CIRCONSCRIPTION - SARLAT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - NOVEMBRE 1962

CANDIDAT SOCIALISTE

Aux Electrices, aux Electeurs...

Mesdames, Messieurs,

Président du Conseil Général de la Dordogne depuis seize années, attaché aux intérêts de notre département et de ses populations, j'ai l'honneur de solliciter votre confiance aux prochaines Elections Législatives.

En 1958, j'ai quitté le Parlement. J'ai décidé alors de rester avec ceux qui m'avaient manifesté leur amitié aussi bien qu'avec ceux qui, m'ayant combattu, n'en restaient pas moins dignes d'intérêt et de sympathie. J'ai préféré m'occuper de tous dans notre pays : individus et collectivités et j'ai incité le Conseil Général de la Dordogne — qui, en 1961, m'a réélu Président à l'unanimité moins une voix — à suivre la voie des réalisations pratiques et concrètes au lieu de s'abandonner aux stériles et meurtrières disputes des clans et des Partis.

Dans cette voie, j'ai été aidé de tout cœur par mon ami Jean ROUBY, Conseiller Général et Maire de TERRASSON, que vous connaissez tous. Grâce au dynamisme et au sens des réalités de cet excellent commerçant, la ville de TERRASSON est devenue une ville pilote, en plein développement et en pleine ascension.

J'ai bénéficié également de l'approbation et du concours de nombreux amis au premier rang desquels le Sénateur BREGEGERE, porte-parole ardent du monde agricole, et le Dr LECLAIRE, Conseiller Général, Maire de SARLAT, homme de réflexion et d'action, pour qui la politique n'est pas un festival de médiocrité, de haine et de coups défendus, mais se confond avec le service désintéressé de la collectivité.

* * *

La politique, qu'avec mon ami ROUBY, j'ai menée au Conseil Général a visé à empêcher notre département de dépérir et de glisser vers le désert dans certaines de ses parties.

N'oublions pas que l'indice des revenus par habitant a été évalué par le Gouvernement, lui-même, à 75 en Dordogne contre 100 dans la France entière.

La valeur de la production agricole périgourdine, par personne active, a été évaluée, en 1958, à 184.000 anciens francs alors que la moyenne s'élèverait dans toute la France à 252.000, selon l'Institut National de la Statistique.

Dès lors, ne vous étonnez pas si l'on note une profonde diminution de la superficie de nos terres labourables — près de 200.000 hectares en 50 ans — et un recul plus important que partout ailleurs de la population rurale.

Pour enrayer cet évanouissement progressif, nous avons préféré aux discours les mesures pratiques et efficaces, même limitées : **c'est la règle dominante de notre action et, sur ce point, nous sommes sûrs d'être d'accord avec nos compatriotes que les propos gratuits fatiguent et irritent à juste titre...**

- *Lutte contre les maladies du bétail ;*
- *Valorisation du cheptel du Département ;*
- *Encouragement aux cultures spécialisées ;*
- *Développement des fermes-pilotes ;*
- *Prise en charge par le Département des captages d'eau potable ;*
- *Vulgarisation agricole ;*
- *Politique de stimulation des investissements d'Etat pour les adductions d'eau, l'amélioration de l'habitat rural et l'équipement agricole, etc...*

tels sont les jalons de la ligne que nous avons suivie. J'ajouterai que nous avons tout récemment protesté — avec succès jusqu'à présent — contre l'arrachage obligatoire des plants prohibés.

Dans le même temps, cette politique pratique s'attachait à aider nos industries locales à survivre, et à développer le Tourisme qui a le grand mérite d'apporter dans nos régions un argent frais qui n'y viendrait pas par d'autres voies.

* * *

Nous pensons que la France, elle aussi, a besoin d'une politique positive et concrète pour résoudre ses vrais problèmes.

VRAIS PROBLEMES QUI DEMEURENT ALORS QUE LES CONTROVERSES ET LES REFERENDUMS PASSENT.

Ils s'appellent :

— l'AUGMENTATION des revenus agricoles par le rétablissement de l'indexation des prix et l'organisation des productions et des marchés ;

— l'ADAPTATION de l'exploitation familiale agricole par l'association volontaire, l'aide de l'Etat et la diffusion de l'enseignement et de l'information agricole ;

— le REDRESSEMENT des salaires des ouvriers et des employés ;

— le DESSERREMENT de l'étreinte fiscale qui étouffe artisans et commerçants ; une réforme fiscale reposant sur des modalités de calcul des impôts simples et s'appliquant à tous ;

— la CONSTRUCTION d'habitations pour ceux qui n'en ont pas ;

— la REINTEGRATION dans l'activité française de tous ceux que les événements ont chassés d'Algérie et jetés sur la voie d'un douloureux exode après avoir tout perdu : leur métier, leur foyer, leurs biens et leurs souvenirs de famille ;

— la MULTIPLICATION des établissements d'enseignement, d'étude et de recherche : la force et l'équilibre d'un pays dépend maintenant de l'intelligence de ses fils et des découvertes de ses savants ;

— la REVITALISATION du Sud-Ouest délaissé et déclinant ;

— l'EQUIPEMENT général du pays : grandes routes, canaux internationaux, mise en œuvre pacifique de l'énergie atomique.

De tout cela, la France a besoin pour survivre à ses épreuves et entrer dans une Europe moderne, autonome et pacifique.

* * *

Pour y parvenir, il faut choisir.

En effet, c'est cela ou c'est une trop forte partie de notre revenu national qui sera dissipée en subventions à des Etats étrangers, infidèles et gaspilleurs.

Pas d'adductions d'eau, pas de fermes pilotes, des établissements enseignants ou scientifiques en nombre insuffisant chez nous — et, chez d'autres, des dépenses somptuaires payées avec notre argent.

Nous développons la France dans sa vraie substance en lui donnant force réelle et prospérité — ou bien nous la laissons aller vers l'indigence pour le prix d'une force de frappe dont personne ne sait, malgré son coût énorme, à quoi elle peut servir et si elle n'est pas un danger.

Voilà les choix à faire.

* * *

Mais pas de choix qui engagent la vie du pays sans discussion loyale et complète.

Pas de discussion sans Démocratie, sans Parlement, sans respect de la loi et sans arbitre, en un mot en dehors de la Constitution.

Mais si la Démocratie est la discussion, la discussion doit conduire à la décision et non au désordre ; si donc nous n'approuvons pas la démission de l'Assemblée dissoute, ce n'est pas pour retomber dans l'impuissance de celle qui l'a précédée.

De cette impuissance, nous ne voulons à aucun prix.

Nous n'admettons pas l'autorité sans contrepoids, mais nous rejetons de même l'autorité à éclipses, c'est-à-dire l'instabilité gouvernementale et la pagaille.

Et nous préconisons ceci :

1) Créer et maintenir une majorité de gouvernement fondée sur l'engagement solennel entre les dirigeants des quatre grandes formations démocratiques de notre pays ;

2) Faire évoluer cette entente vers une harmonisation de ces Partis en vue de la création d'un grand Mouvement **TRAVAILLISTE**, républicain et français ;

3) Prévoir un gouvernement de législature, grâce à la dissolution automatique de l'Assemblée en cas de crise ;

4) Organiser l'équilibre des pouvoirs : le Gouvernement gouverne, le Parlement fait la loi et contrôle le Gouvernement et l'application de la loi ;

Voilà les mesures essentielles dont l'adoption commande tout le reste et qui forment la partie principale de notre programme.

C'est dans l'espoir de les voir réalisées, grâce à vous et au Peuple français, que nous disons :

Vive la République ! Vive la France !

Robert LACOSTE
Président du Conseil Général
Maire d'Azerat

Jean ROUBY
Conseiller Général - Maire de Terrasson

VU : **LE CANDIDAT**

IMP. DU SARLADAIS - SARLAT